

“LES HAUTS DE CABASSOU” À RÉMIRE-MONTJOLY
COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

1. Maître de l'Ouvrage

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE KOUROU (S.IM.KO)
33, avenue Jean Jaurès
Boîte postale 812
97388 KOUROU CEDEX
Téléphone : 05 94 32 10 34
Télécopie : 05 94 32 29 95

2. Procédure de passation

Consultation ouverte. Marché à Procédure Adaptée passé conformément aux procédures internes du Maître d'Ouvrage en application de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 et du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005 (consultables sur le site www.simko.fr rubrique « appels à concurrence »).

3. Objet de la consultation

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour la réalisation de l'opération “Les Hauts de Cabassou” à Rémire-Montjoly.

Mission de niveau 1 en phase conception et réalisation.

4. Caractéristiques principales

L'ouvrage à réaliser, situé le long de la RD2, route d'Attila Cabassou à Rémire-Montjoly comprend :

- 192 logements de type LLS en collectifs
- 11 logements de type LLS en maisons de ville
- 46 logements de type PLS en maisons individuelles

A noter que l'opération comprendra une sous-opération “aménagement / VRD” réalisée en plusieurs phases, et deux sous-opérations “bâtiment” (203 LLS et 46 PLS) :

- le coût prévisionnel des travaux de bâtiment et VRD est estimé à 25,5 M€
- date prévisionnelle de début des prestations : 1er trimestre 2012
- date prévisionnelle de commencement des travaux : 1er trimestre 2012 (terrassements)
- durée prévisionnelle des travaux : 24 mois
- le mode de dévolution des marchés de travaux n'a pas encore été défini (entreprise générale ou corps d'états séparés)

5. Justificatifs à produire

Les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont les suivants :

- 1 • Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise
- 2 • Lettre de candidature : imprimé DC1 dûment complété, daté et signé
- 3 • Déclaration du candidat : imprimé DC2 dûment complété, daté et signé
(*imprimés DC1 et DC2 disponibles sur le site <http://www.simko.fr>*)
- 4 • Attestation sur l'honneur datée et signée du candidat justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant au 31 décembre 2011
- 5 • Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- 6 • Attestation sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier qu'il ne fait l'objet d'aucune des interdictions de soumissionner énoncées à l'article 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005
- 7 • Attestations de compétences requises par les arrêtés du 7 mars 1995 et du 25 février 2003
- 8 • Attestation d'assurance en cours de validité justifiant la responsabilité civile et professionnelle afférente à la mission de coordonnateur SPS
- 9 • Moyens du candidat en personnels et matériels
- 10 • Note indiquant les principales références au cours des trois dernières années (notamment en établissements publics) et précisant pour chaque opération :
 - la nature des travaux,
 - le type et la catégorie de mission,
 - le nom de la (les) personne(s) qui a (ont) effectué la mission

- la date de réalisation,
 - le coût des travaux,
 - l'identité du Maître d'ouvrage ,
- 11 • Note argumentant la motivation de l'équipe sur le présent projet, précisant le ou les noms des personnes qui seraient appelées à suivre la conception et /ou la réalisation de l'opération, leur curriculum vitae et l'identification du responsable.

Dès qu'ils en sont informés par lettre, les adjudicataires seront tenus de produire, avant toute notification de marché et dans un délai de deux semaines, les certificats et attestations relatifs à la régularité de leur situation fiscale et sociale mentionnés à l'article 18 du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005.

Les candidatures, offres et documents de présentation associés seront entièrement rédigés en langue française, l'unité monétaire utilisée est l'euro.

6. Critères de jugement

Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés dûment complétés et signés seront éliminés.

Les offres seront jugées en fonction et dans l'ordre des critères pondérés suivants :

- Valeur technique de l'offre (Compétences, références, moyens, motivations...), 60%
- Coût des prestations 40%

7. Modalités de financement / paiement

- Financement : Prêts bancaires
- Paiement : acomptes mensuels, délai global de paiement de 30 jours fin de mois, virement bancaire.

8. Lieu où l'on peut retirer le dossier d'appels d'offres

Le Dossier de Consultation pourra être retiré

- soit gratuitement à la SIMKO
- soit sous forme électronique sur le site: <http://simko973.e-marchespublics.com> après abonnement à cette plate-forme de dématérialisation

Prière de bien vouloir faire les réservations dès la publication du présent avis en adressant une télécopie à la SIMKO au 05 94 32 29 95. Tout retrait de dossier devra obligatoirement avoir fait l'objet d'une commande.

9. Date limite de réception des offres

Le lundi 20 février 2012 à 12 heures.

10. Adresse où les offres doivent être transmises (uniquement sur support papier) :

Monsieur le Directeur Général
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE KOUROU (S.IM.KO)
33, avenue Jean Jaurès
Boîte postale 812
97388 KOUROU CEDEX

11. Délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre

Cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

12. Renseignements d'ordre administratif et technique

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE KOUROU (S.IM.KO)
33, avenue Jean Jaurès
Boîte postale 812
97388 KOUROU CEDEX
Téléphone : 05 94 32 10 34
Télécopie : 05 94 32 29 95

13. Procédure de recours

L'instance compétente pour les procédures de recours est le Tribunal de Grande Instance de Cayenne – 7, avenue du Général de Gaulle – 97300 CAYENNE – Téléphone : 05 94 29 76 30.

Les candidats, dont la candidature et/ou l'offre n'ont pas été retenues, ont un délai de deux (2) mois à compter de la notification de ce rejet pour introduire un recours auprès du greffe du tribunal.

14. Autres organes de publication

Sans objet

15. Date d'envoi à la publication chargée de l'insertion

26 janvier 2012